

Nations Unies ASSEMBLEE GENERALE

ONZIEME SESSION
Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 697e

SEANCE

Vendredi 30 novembre 1956,
à 10 h. 45

New-York

SOMMAIRE

	Pages
Point 30 de l'ordre du jour:	
Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (<i>fin</i>)	
Examen des projets de résolution (<i>fin</i>).....	75
Point 33 de l'ordre du jour:	
Projet de convention sur la nationalité de la femme mariée	77

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/3123/Rev.1, A/3123/Add.1 et 2, A/3154 [chap. VI, sect. IV], A/C.3/L.509) [*fin*]

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION (A/C.3/L.509) [*fin*]

1. Le PRESIDENT invite ceux des membres de la Commission qui le désirent à expliquer leur vote de la séance précédente.
2. M. KAUL (Inde) déclare que son pays a beaucoup de mal à résoudre le problème que pose la présence de nombreux réfugiés sur son territoire. Il s'est donc abstenu lors de la discussion générale et lors du vote sur les divers projets de résolution.
3. Le projet de résolution commun (A/C.3/L.510/Rev.1) mentionnait le problème des réfugiés hongrois. La délégation de l'Inde a clairement exposé sa position sur ce problème en séance plénière de l'Assemblée générale et elle a voté pour la résolution que l'Assemblée générale a adoptée à sa 587ème séance plénière, le 21 novembre 1956. Elle a donc jugé qu'elle n'avait pas à revenir sur cette question à la Troisième Commission, et elle s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution commun.
4. M. WALDHEIM (Autriche) remercie les membres de la Commission d'avoir exprimé, au paragraphe 2 du projet de résolution commun qu'ils ont adopté à la séance précédente, leur reconnaissance au Gouvernement autrichien; celui-ci poursuivra bien entendu son aide à tous les réfugiés qui se trouvent sur son territoire. La présence de la disposition précitée explique pourquoi la délégation autrichienne s'est abstenue lors du vote.
5. M. STRATOS (Grèce) a voté pour le projet de résolution commun dans l'espoir que le rapporteur prendrait note du vœu, exprimé par un certain nombre de délégations, que la coordination de toute l'aide aux réfugiés soit confiée au Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et que tous les fonds destinés à

la mise en œuvre des programmes d'assistance passent par ses mains. Il serait utile également de préciser que les programmes d'aide aux réfugiés hongrois ne pourront en aucun cas avoir la priorité, ni provoquer une diminution des ressources destinées aux programmes d'aide aux anciens réfugiés.

6. M. BRENA (Uruguay) a voté pour le projet de résolution commun, mais il n'a pas été en mesure de voter pour le projet de résolution de la Tchécoslovaquie (A/C.3/L.508), pour l'amendement de l'Albanie (A/C.3/L.511) ou pour les amendements de la Syrie (A/C.3/L.514), tout en reconnaissant que ces divers textes s'inspirent de principes élevés.

7. M. MASSOUD-ANSARI (Iran) pense que le paragraphe 1 du projet de résolution de la République Dominicaine (A/C.3/L.509), où les mots "dans l'esprit avec lequel celui qui fut le Haut-Commissaire la conduisait à ses fins" ont été remplacés par les mots "dans l'esprit de la Charte des Nations Unies", ne répond plus tout à fait, étant donné cette modification, aux intentions de son auteur; il ne semble pas à sa place, en effet, dans un texte destiné à honorer la mémoire de M. van Heuven Goedhart. M. Massoud-Ansari se demande s'il ne serait pas préférable de supprimer purement et simplement ce paragraphe.

8. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) pense que la modification introduite ne change pas profondément l'esprit de la disposition; en demandant aux gouvernements de continuer à appuyer, dans l'esprit de la Charte des Nations Unies, l'œuvre entreprise en faveur des réfugiés, on leur demande implicitement de continuer l'œuvre commencée par le Haut-Commissaire, qui a été un grand défenseur de la cause des réfugiés.

9. M. STRATOS (Grèce) croit qu'il serait plus logique, pour faire suite au préambule, de modifier l'ordre des paragraphes du dispositif, en mettant en dernier le paragraphe 1 actuel.

10. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) accepte volontiers cette suggestion.

11. Elle demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal sur le projet de résolution de sa délégation.

12. M. ALVARADO (Venezuela) votera pour le projet de résolution de la République Dominicaine par lequel la Commission rend hommage aux mérites éminents de M. van Heuven Goedhart et s'engage à poursuivre l'œuvre qu'il a entreprise.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Albanie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Birmanie, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Honduras, Islande, Inde,

Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Libéria, Luxembourg, Mexique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Arabie Saoudite, Espagne, Soudan, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan.

S'abstiennent: Albanie, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, Roumanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Par 57 voix contre zéro, avec 9 abstentions, le projet de résolution, sous sa forme modifiée, est adopté.

13. M. ROY (Haïti) et M. MUFTI (Syrie), absents au moment du vote, demandent qu'il soit indiqué au procès-verbal que leurs délégations approuvent le projet de résolution qui vient d'être adopté.

14. M. SAMY (Égypte) voudrait présenter, en expliquant son vote, quelques observations sur les projets de résolution qui ont été soumis à la Commission.

15. Le projet de résolution de la Tchécoslovaquie (A/C.3/L.508) répondait, dans une large mesure, aux objectifs de la Commission en ce qui concerne le problème des réfugiés. M. Samy, après en avoir analysé les diverses dispositions, note que le projet insiste particulièrement sur le rapatriement volontaire, ce qui est pleinement conforme aux vues du Gouvernement égyptien et aux diverses résolutions et recommandations adoptées au cours des années passées.

16. La délégation égyptienne n'avait aucune objection à formuler contre l'amendement de l'Albanie (A/C.3/L.511).

17. Elle a voté pour le projet de résolution de la République Dominicaine et elle approuvait l'amendement de l'Afghanistan (A/C.3/L.516) qui a été accepté par l'auteur du projet.

18. Le projet de résolution commun (A/C.3/L.510/Rev.1) comporte de nombreux éléments qui recueillent l'appui de la délégation égyptienne; il constate notamment le déficit dans les contributions des gouvernements et contient un appel en faveur des réfugiés hongrois et un hommage au Haut-Commissaire adjoint pour les efforts qu'il a déployés; ces divers éléments ne figuraient pas dans le projet de résolution de la Tchécoslovaquie. Aussi la délégation égyptienne estime-t-elle que, loin de s'exclure mutuellement, ces deux projets se complétaient et qu'en les acceptant l'un et l'autre, la Commission aurait adopté une solution équilibrée.

19. La délégation de l'Égypte a une réserve à formuler au sujet du projet de résolution commun; en mentionnant la résolution 1006 (ES-II) de l'Assemblée générale, au sujet de laquelle l'Égypte s'est abstenue, les auteurs ont donné au texte de leur projet une nuance politique qui n'était pas souhaitable. Il est regrettable à ce sujet qu'ils n'aient pas accepté l'amendement syrien (A/C.3/L.514, point 1).

20. Telles sont les raisons pour lesquelles la délégation de l'Égypte s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution de la Tchécoslovaquie et sur le projet de résolution commun.

21. M. AHMED (Pakistan) déclare que sa délégation approuve, dans l'ensemble, les dispositions du projet de résolution commun; elle n'a cependant pas pu voter en sa faveur parce que son pays, ayant à s'occu-

per de nombreux réfugiés, est dans l'impossibilité absolue d'apporter une contribution financière quelconque aux programmes d'aide entrepris par le Haut-Commissariat.

22. M. READ (Haut-Commissaire adjoint des Nations Unies pour les réfugiés) remercie la Commission du projet de résolution (A/C.3/L.509) qu'elle vient d'adopter et des indications précieuses sur l'orientation future des travaux du Haut-Commissariat qu'elle lui a fournies au cours de la discussion. Le Haut-Commissariat fera tout son possible pour continuer à résoudre les problèmes auxquels il s'attaque depuis plusieurs années et pour faire face aux nouveaux problèmes que pose l'afflux des réfugiés hongrois. Le Haut-Commissaire adjoint note avec satisfaction que le projet de résolution adopté par la Commission à la séance précédente souligne que les objectifs pour 1956 et 1957, en ce qui concerne les contributions au Fonds des Nations Unies pour les réfugiés, doivent être pleinement atteints.

23. Il est heureux de signaler à la Commission qu'une étroite collaboration s'est établie entre le Haut-Commissariat et le cabinet du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales; le 29 novembre, ils ont lancé ensemble un appel en vue de réunir 10 millions de dollars pour les réfugiés hongrois. Cette somme doit être considérée comme venant s'ajouter à celles qui ont déjà été recueillies et à celles que les gouvernements des divers pays consacrent à la réception des réfugiés.

24. M. Read remercie le Secrétaire général pour l'aide qu'il a offerte au Haut-Commissariat; il remercie également les gouvernements qui ont fait des offres d'assistance concrète. Le Haut-Commissariat s'efforcera de poursuivre son œuvre dans l'esprit du paragraphe 2 de son statut [résolution 428 (V) de l'Assemblée générale, annexe], aux termes duquel son activité, qui ne comporte aucun caractère politique, est uniquement humanitaire et sociale. Malgré la tâche accrue à laquelle il doit faire face, le Haut-Commissariat fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider tous les réfugiés relevant de son mandat à trouver des conditions de vie stables et décentes.

25. Au nom de la Commission et en son nom propre, le PRESIDENT remercie le Haut-Commissaire adjoint pour les réfugiés du très utile concours qu'il a apporté à la Commission.

26. Mme QUAN (Guatemala) a voté pour le projet de résolution de la République Dominicaine, s'associant ainsi à l'hommage rendu à la mémoire de M. van Heuven Goedhart. Elle a voté également pour le projet de résolution commun qui envisage toutes les solutions possibles, y compris le rapatriement volontaire, visant ainsi les divers aspects de l'activité de la Commission en faveur des réfugiés; en outre, ce projet apporte un hommage mérité au Haut-Commissaire adjoint.

27. M. SCOTT FOX (Royaume-Uni) demande si l'appel dont le Haut-Commissaire adjoint a parlé s'adresse uniquement aux gouvernements, ou bien s'il concerne également les fonds qui pourraient être recueillis de sources privées.

28. M. READ (Haut-Commissaire adjoint des Nations Unies pour les réfugiés) répond que dans certains pays en effet, et notamment au Royaume-Uni, des fonds considérables ont été versés par des organismes privés ou des particuliers. Le Haut-Commissariat en a tenu compte dans ses estimations, mais malgré ces contributions il s'avère encore nécessaire de recueillir la somme de 10 millions de dollars qu'il a indiquée.

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR

Projet de convention sur la nationalité de la femme mariée [résolution 587 E (XX) du Conseil économique et social, A/2944, A/3059, A/C.6/L.372, A/C.6/L.373, A/3154 (chap. VII, sect. IX, par. 541), A/3193, A/C.3/L.513]

29. Le **PRESIDENT** rappelle qu'à la dixième session de l'Assemblée générale la Commission a approuvé le préambule et les articles premier, 2 et 3 du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée [résolution 587 E (XX) du Conseil économique et social] et a demandé à la Sixième Commission d'étudier les clauses finales (art. 4 à 11) ainsi que les amendements s'y rapportant. La Sixième Commission a adopté une résolution (A/C.6/L.377) par laquelle elle prie la Troisième Commission de préciser sa demande afin de pouvoir donner un avis dans les meilleures conditions possible. L'Assemblée générale a pris acte du préambule et des articles premier, 2 et 3 et a inscrit à nouveau cette question à l'ordre du jour provisoire de sa onzième session. Au début de la session, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer la question à la Troisième Commission.

30. La Commission ayant déjà adopté le préambule et les articles premier, 2 et 3 du projet de convention, la discussion devra se limiter exclusivement à l'examen des clauses finales et aux amendements qui y ont trait.

31. M. **BRENA** (Uruguay) signale que le texte espagnol de l'article 2 n'est pas entièrement satisfaisant.

32. M. **BRACOPS** (Belgique) déclare que sa délégation vient de déposer un amendement (A/C.3/L.513) aux clauses finales du projet de convention. Si, en principe, cette proposition exclut l'application de la convention aux territoires non autonomes et aux Territoires sous tutelle, elle prévoit néanmoins le moyen d'étendre progressivement à ces territoires l'application de la convention. Une telle disposition est essentielle. En effet, le degré de développement de ces territoires ne permet pas à l'heure actuelle aux Puissances administratrices d'y imposer leurs conceptions ni même leurs institutions. Conformément à l'Article 73 de la Charte, elles doivent procéder graduellement, sous peine de provoquer de sérieuses perturbations. L'absence d'une telle disposition pourrait donc placer maints gouvernements dans l'impossibilité d'adhérer à la Convention.

33. Le texte que propose la délégation belge n'est pas une innovation; on le retrouve dans un grand nombre de traités. Il a le mérite d'être simple et paraît préférable à l'amendement britannique [résolution 587 E (XX) du Conseil économique et social, annexe A] qui se conçoit davantage comme une disposition de droit interne et qui n'a pas la clarté que l'on est en droit d'exiger d'un article de traité. En raison des incertitudes inhérentes à la rédaction du projet britannique, la délégation belge a le regret de ne pouvoir y donner son assentiment.

34. M. **SCOTT FOX** (Royaume-Uni) fait remarquer qu'il serait utile d'arrêter la procédure que la Commission va adopter pour l'examen des articles 4 à 11. A son avis, il vaudrait mieux étudier l'article 7 avant les articles 4, 5 et 6.

35. Mme **AFNAN** (Irak) fait remarquer qu'à la dixième session de l'Assemblée générale il avait été décidé de charger la Sixième Commission d'étudier les clauses finales, en raison de leur aspect juridique. Celle-ci n'a pas refusé de le faire, elle a simplement

demandé des précisions. La Troisième Commission devrait donc définir sa position à l'égard de la résolution adoptée par la Sixième Commission (A/C.6/L.377) et lui fournir les précisions voulues. La représentante de l'Irak pense en effet que la Troisième Commission n'est pas en mesure d'examiner certains aspects juridiques de ce projet de convention. En ce qui concerne l'amendement belge, par exemple, elle ne sait pas si ce texte est conforme aux clauses d'application territoriale qui figurent dans d'autres instruments du même genre.

36. Mlle **BERNARDINO** (République Dominicaine) dit que la Troisième Commission ne doit pas se lancer à nouveau dans une discussion générale au sujet du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée. Cette discussion a déjà eu lieu l'année précédente, lors de l'adoption des trois premiers articles. La Commission doit se borner à examiner les clauses finales. C'est en effet à elle qu'il appartient de les étudier, et l'on ne doit pas soulever à nouveau la question de compétence. Douter que la Commission a compétence pour examiner cette question reviendrait en fait à contester le droit qu'elle a eu d'étudier autrefois la Convention sur les droits politiques de la femme, et à nier même qu'elle est compétente pour examiner les projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. La Commission ne doit pas se laisser impressionner par l'avis de certains qui voudraient l'empêcher d'étudier ce projet de convention. La représentante de la République Dominicaine a suivi les débats consacrés à cette question à la Sixième Commission, et elle aurait beaucoup à dire à ce propos.

37. M. **BAROODY** (Arabie Saoudite) déclare que, puisque la représentante de la République Dominicaine a assisté aux débats de la Sixième Commission, il serait intéressant qu'elle relate ce qui s'y est effectivement passé. De cette façon, la Commission serait pleinement informée, et elle pourrait aborder à la séance suivante l'examen des articles du projet de convention en toute connaissance de cause.

38. M. **MUFTI** (Syrie) pense qu'il serait prématuré de se prononcer dès à présent sur la suggestion du Royaume-Uni. Il a toujours été d'usage, lorsqu'on abordait un nouveau point de l'ordre du jour, de procéder à une discussion générale. Une telle discussion serait profitable et permettrait à chaque délégation de mettre en lumière les questions qui lui paraissent les plus importantes. En outre, elle donnerait l'occasion à la Commission de se prononcer au sujet de la résolution adoptée par la Sixième Commission (A/C.6/L.377). A cet égard, M. Mufti appuie la suggestion de la représentante de l'Irak.

39. Pour toutes ces raisons, une discussion générale, même limitée aux aspects juridiques de la question, serait fort utile. Le représentant de la Syrie espère que le Président permettra cette discussion.

40. Le **PRESIDENT** rappelle que le préambule et les articles premier, 2 et 3 du projet de convention ont été approuvés à la dixième session de l'Assemblée générale; dans ces conditions, il croit que la discussion devrait se limiter à l'examen des clauses finales et des amendements qui s'y rapportent.

Il en est ainsi décidé.

41. Mlle **MAÑAS** (Cuba) a été étonnée d'entendre dire à nouveau que les articles 4 à 11 devraient être renvoyés à la Sixième Commission. Cette suggestion, si elle était adoptée, ferait reculer la Commission d'une année. En effet, à la précédente session, la Commission a accepté, sur la proposition du représentant du Royaume-Uni, de charger la Sixième Commission de

l'examen des clauses finales, afin d'accélérer ses travaux et de pouvoir passer à l'étude des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. La représentante de la République Dominicaine a mentionné les débats qui ont eu lieu à la Sixième Commission. Mlle Mañas elle-même y a assisté et pourrait donner certains détails supplémentaires. La Sixième Commission a consacré beaucoup de temps à des questions de procédure, et cela dans le dessein d'éviter une discussion générale sur les articles du projet de convention.

42. Mlle Mañas a été étonnée également d'entendre le représentant de l'Arabie Saoudite, généralement si soucieux de voir la Commission accélérer ses travaux, proposer de commencer seulement à la séance suivante l'étude des articles et de consacrer le reste de la séance à rappeler les événements passés. De l'avis de la représentante de Cuba, il vaudrait mieux aborder dès maintenant l'étude de la question si urgente du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée, afin de pouvoir passer le plus tôt possible à l'examen des autres points de l'ordre du jour.

43. M. BAROODY (Arabie Saoudite) précise qu'il voulait éviter à la Commission de se retrouver au même point à la séance suivante; c'est la raison pour laquelle il avait proposé de mettre à profit le temps qui restait pour éclaircir la situation et arrêter la procédure à suivre.

44. Les représentantes de la République Dominicaine et de Cuba ont déclaré que c'était à la Commission qu'il appartenait d'étudier les articles 4 à 11. Certaines délégations souhaiteraient au contraire renvoyer ces articles à la Sixième Commission. Lui-même ne s'est pas prononcé sur ce point. Il n'a jamais contesté que cette question a été renvoyée à la Troisième Commission et n'a pas suggéré davantage de la renvoyer à la Sixième Commission.

45. Il faut trancher cette question de procédure et décider laquelle des deux Commissions examinera les articles. M. Baroody aurait souhaité savoir quels sont les obstacles, auxquels a fait allusion la représentante de la République Dominicaine, qui se sont opposés à l'examen de ce projet de convention à la Sixième Commission.

46. M. BRENA (Uruguay) déclare qu'il faut en effet déterminer au préalable si la Commission est compétente pour examiner cette question, ou bien s'il faut la renvoyer à la Sixième Commission.

47. A son avis, la compétence de la Commission ne fait aucun doute, puisqu'il s'agit d'un problème de caractère humanitaire, touchant les droits de la personne humaine.

48. D'autre part, la Commission a déjà étudié et même approuvé le préambule et les articles premier, 2 et 3, ce qui prouve donc que sa compétence était reconnue. Il est normal que la Commission consulte la Sixième Commission sur les aspects juridiques des questions qui lui sont soumises. En l'occurrence, la Commission l'a déjà fait puisqu'elle a renvoyé à la Sixième Commission l'étude des clauses finales et que celle-ci a donné son avis. En renvoyant les clauses finales à la Sixième Commission, la Troisième Commission n'a fait qu'appliquer le règlement intérieur de l'Assemblée générale (annexe II, 1ère partie, par. 1, d). Etant donné le sort qui a été réservé à la demande présentée par la Troisième Commission à la dixième session de l'Assemblée générale, on peut se demander s'il est vraiment nécessaire de solliciter encore un avis. Cela paraît d'autant moins s'imposer que les articles en question, à l'exception de l'article 7 peut-être, sont d'un caractère pure-

ment procédural. Si la Commission a compétence pour examiner des articles de fond de grande importance — les articles 1 à 3 — à fortiori doit-elle avoir compétence pour étudier des dispositions de forme. Il semble donc que l'on puisse procéder dès maintenant à l'étude des articles 4 à 11 du projet de convention.

49. M. THIERRY (France) estime que la Commission est incontestablement habilitée à examiner les clauses finales du projet de convention. Cela étant, elle peut soit étudier ces articles quant au fond, sans intention de renvoyer le texte à la Sixième Commission, soit les étudier à seule fin de préciser les points sur lesquels elle pourrait demander l'avis de la Sixième Commission. Dans les deux cas, elle passerait sans délai à l'examen des articles 4 à 11. La délégation française préférerait la deuxième méthode, qui laisserait à la Troisième Commission le droit de déférer pour avis à la Sixième Commission les articles soulevant des difficultés d'ordre juridique.

50. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) considère, avec le représentant de l'Uruguay, que la Troisième Commission est incontestablement compétente pour discuter des clauses finales; elle fait observer, à cet égard, que la Commission a jugé parfaitement légitime d'examiner la Convention sur les droits politiques de la femme et de procéder à l'étude des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, tous instruments qui, par leur nature, sont très proches du projet en cause.

51. Faisant brièvement l'historique de la question, la représentante de la République Dominicaine rappelle que, le 22 novembre 1955, le Président de l'Assemblée générale a adressé une lettre au Président de la Sixième Commission (A/C.6/349) pour lui faire savoir que la Troisième Commission demandait à la Sixième Commission d'étudier les articles 4 à 11 du projet de convention et les amendements s'y rapportant. La Sixième Commission a alors commencé un débat de procédure qui s'est prolongé plusieurs jours et au cours duquel certaines délégations se sont employées de toutes leurs forces à empêcher la discussion de fond des articles renvoyés. Elles ont persisté dans leur attitude malgré la prise de position très nette du conseiller juridique, M. Stavropoulos, qui a déclaré que la Sixième Commission avait compétence pour discuter de toute question transmise par une autre commission de l'Assemblée.

52. Mlle Bernardino rappelle encore que, devant les manœuvres des ennemis du projet de convention, elle a demandé la clôture des débats. Après un nouveau délai, la Sixième Commission a voté un texte priant la Troisième Commission de bien vouloir préciser sa demande. Mais il était déjà trop tard, car la Troisième Commission avait à cette date terminé ses travaux.

53. Il est très probable que, si l'on décidait, à l'heure actuelle, de transmettre les clauses finales à la Sixième Commission, le même sabotage se produirait. Il ne convient donc pas de renvoyer une fois encore ces articles à la Commission juridique qui a manifesté, à leur endroit, une mauvaise volonté évidente.

54. M. CHENG (Chine) déclare que la Commission n'a pas à décider si elle a qualité pour étudier les articles 4 à 11 du projet de convention, car sa compétence sur ce point ne fait aucun doute. Elle doit simplement préciser si elle examinera elle-même les clauses finales ou si elle en renverra l'étude à la Sixième Commission.

55. Elle doit, à cette fin, tenir compte de l'expérience passée. Elle ne doit pas oublier, en particulier, qu'elle avait demandé à la Sixième Commission de se prononcer sur les clauses finales et que ladite commission a décidé

qu'elle était uniquement chargée de donner son avis. Elle doit également considérer que deux clauses au moins — la clause territoriale et la clause des réserves — ont un caractère plus politique que juridique et que la Sixième Commission ne paraît donc pas l'organe le plus qualifié pour en connaître.

56. Pour ces divers motifs, mais surtout en raison de la conception trop étroite que la Sixième Commission se fait de ses fonctions, il serait inutile de lui renvoyer une fois encore les articles en cause.

57. M. MUFTI (Syrie) précise, pour éviter toute équivoque, qu'il ne désire nullement voir les articles 4 à 11 renvoyés à la Sixième Commission avant d'avoir au préalable fait l'objet d'une discussion générale. Cette discussion aurait en effet le grand avantage de mettre en relief les questions juridiques au sujet desquelles la Sixième Commission pourrait être consultée.

58. M. MONTERO (Chili) pense que, conformément à la décision qu'elle a déjà adoptée au cours de la présente séance, la Commission pourrait commencer l'examen des clauses finales du projet de convention.

59. Mme AFNAN (Irak) considère que la Commission a pleine compétence pour examiner le projet de convention. Précisant sa première intervention, elle dit que certains points juridiques délicats devraient, en tout état de cause, être renvoyés à la Sixième Commission et qu'une discussion générale sur les articles 4 à 11 permettrait de circonscrire les difficultés.

60. Mlle FLOURET (Argentine) estime que la compétence de la Commission en la matière est incontestable. Elle ajoute que les articles 4 à 11 ne présentent pas de graves difficultés; il paraît donc inutile de demander de nouveau à la Sixième Commission de les examiner alors surtout que celle-ci a refusé de s'en saisir à la dixième session de l'Assemblée générale. Il appartient maintenant à la Troisième Commission d'étudier les clauses finales.

61. Pour M. ROBLEDO (Mexique), la compétence de la Commission ne fait aucun doute. Toutefois, étant donné que certains articles présentent un caractère juridique, la Troisième Commission devrait décider si elle les examinera elle-même ou si, au contraire, elle les renverra à la Sixième Commission.

62. Mme SHOHAM-SHARON (Israël) déclare tout d'abord que la Commission est parfaitement qualifiée pour discuter le projet de convention. Il y a d'ailleurs des précédents, puisqu'elle a discuté, en particulier, la convention relative aux droits politiques de la femme. La représentante d'Israël rappelle ensuite que les clauses finales avaient été renvoyées à la Sixième Commission afin de gagner du temps et de permettre à la Troisième Commission de poursuivre ses travaux concernant les projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Si la même décision était prise cette année, l'adoption de la convention serait au contraire retardée, car la Sixième Commission étudie actuellement le droit de la mer, qui risque de la retenir très longtemps. La Troisième Commission ferait donc bien de passer le plus tôt possible à l'examen du projet de convention. Au reste, on ne doit pas oublier que la compétence des commissions n'a rien de rigide — le représentant des Pays-Bas a rappelé opportunément (695ème séance) qu'une commission n'était que l'une des formes de l'Assemblée générale.

63. M. MACCHIA (Italie) souligne que la Commission doit être guidée, dans sa décision, par des considérations d'efficacité et de rapidité. Il est certain que peu de questions présentent un caractère homogène; une commission est donc souvent amenée soit à partager le travail avec une autre commission, soit à examiner entièrement une question qui, par certains de ses aspects, relève d'un autre organe. Il semble qu'en l'espèce la Troisième Commission ait intérêt à examiner le projet de convention entièrement.

64. M. SCOTT FOX (Royaume-Uni) rappelle qu'à la session précédente la Troisième Commission a décidé le renvoi des clauses finales, à la demande de la délégation britannique. Celle-ci n'entendait nullement mettre en doute la compétence de la Troisième Commission; son intention était simplement d'accélérer les travaux de la Commission et de faciliter l'adoption du projet de convention. Les résultats n'ont pas répondu à l'attente de la délégation britannique. Aussi paraît-il légitime et opportun que la Troisième Commission elle-même examine les dispositions formelles du projet à la présente session, afin d'en terminer aussi rapidement que possible avec cette importante question.

65. M. STRATOS (Grèce) partage l'opinion du représentant de la France, et pense que l'on ne saurait renvoyer les clauses finales à la Sixième Commission avant d'avoir examiné les points sur lesquels il conviendrait de demander son avis.

66. M. MUFTI (Syrie) estime que l'on pourrait peut-être envisager, conformément au règlement intérieur de l'Assemblée générale (annexe II, 1ère partie, par. 1, d), la réunion d'une commission mixte des Troisième et Sixième Commissions. Il serait, bien entendu, indispensable que la Troisième Commission ait, au préalable, précisé les points sur lesquels elle désire des éclaircissements.

67. M. BAROODY (Arabie Saoudite) demande que l'on mette aux voix deux propositions concernant la procédure à suivre afin de décider: si la Commission désire entamer une discussion générale sur les articles 4 à 11 du projet de convention et, dans la négative, dans quel ordre elle désire examiner les clauses finales.

68. M. ROY (Haïti), prenant la parole pour une question d'ordre, demande si une discussion générale sur l'ensemble des clauses finales exclurait une discussion générale sur chacun des articles.

69. Le PRESIDENT répond négativement et met aux voix la première proposition du représentant de l'Arabie Saoudite.

Par 27 voix contre 9, avec 19 abstentions, il est décidé de ne pas ouvrir la discussion générale sur les articles 4 à 11 du projet de convention.

70. M. BRENA (Uruguay) estime qu'il serait logique d'étudier en premier lieu l'article 7; cet article vise les réserves et permet d'apporter des exceptions aux principes généraux énoncés dans les articles premier, 2 et 3. Il est donc normal qu'il soit examiné à la suite des dispositions de fond qu'il complète tout naturellement. L'article 7 deviendrait l'article 4, l'ordre des autres articles n'étant pas modifié.

71. Le PRESIDENT déclare que la Commission décidera à la séance suivante de l'ordre dans lequel les articles seront étudiés.

La séance est levée à 13 h. 20.